

Le 06/05/2015

Compte-rendu du CTL du 28/04/2015

LE CTL DE LA DECAGANZ

À l'heure où l'on croyait que le refrain «produisons et achetons français» était un credo cher au gouvernement, cela ne semble plus tout à fait vrai.

Notre chef d'État roulant en scooter italien, la nouvelle du choix de la société ENI, italienne elle aussi, comme fournisseur de gaz de notre Administration ne devrait nous surprendre qu'à moitié.

Permettons-nous de relayer les interrogations et investigations telles qu'apparues dans les médias ces derniers temps. Le contrat ENI ne serait pas la «si bonne affaire que ça». En effet, il prévoit une éventuelle diminution du tarif dans un an, alors même que le tarif réglementé du gaz n'augmente plus et est orienté à la baisse. En bref, le chien à six pattes, symbole de la firme ENI, ferait croire au mouton à cinq pattes.

Malgré tout, au plan local, nous ne pouvons que nous féliciter de ce partenariat avec ENI. Ceux qui suivent fidèlement nos aventures, se souviendront de l'origine du nom de Mr Saillard, éleveur de chevaux, rappelons-le.

Faisons juste une réserve concernant le budget. Il ne faudrait pas faire de la cavalerie. Qui plus est, de réductions en réductions, les crédits ne permettent pas de faire dans le Lusque.

Nous parlerons aussi du problème récurrent du nettoyage, les sites des Finances Publiques rappellent de plus en plus le mythe des écuries d'Augias.

Pour conclure cette modeste chronique, comme l'a si bien dit Mr le Président de ce CTL, pour illustrer la compréhension retrouvée grâce à l'espace de dialogue consacré aux huissiers: «On a remis l'église au milieu du village».

Nous lui répondons, dans le village, déjà, qu'il conserve la trésorerie et nous partirons moins fâchés.

Après la lecture des liminaires de Solidaires finances et FO, le premier point abordé est le Budget 2014.

Grâce aux économies réalisées sur les fluides et aux abondements effectués par la DG en fin d'année, la Direction a évité la faillite.

Le calcul de la dotation 2014 est effectué par agent (soit 935 agents pour la DDFIP54).

Pour 2015, changement de modalités et de présentation, aucune visibilité sur le nouveau calcul et comme depuis plusieurs années, aucune comparaison ne peut être effectuée d'un budget à l'autre.

Comme depuis quelques années, la Direction s'oppose à notre demande de vote du budget tel que prévu par l'article 34 du règlement intérieur. Règlement intérieur par ailleurs imposé.

Pour exemple, le poste «affranchissement» est choisi pour l'ajustement de la prévision : 1.100. 000 euro prévu, notifié 468.675 euro.

Que d'économies réalisées! Bon courage pour la mise en place progressive, après cet été, de la centralisation de l'édition à Mézieux.

Continuons les économies...

Les fluides: passage à l'ENI en priant que l'hiver soit clément.

Les frais de déplacement: 5% de diminution en organisant le «covoiturage» (blablacar à la DDFIP).

Les loyers: réduction des surfaces, dont Neuves Maisons (- 40 m2) en cours de travaux.

Heureusement les toilettes sont conservées.

Mieux, 2,5% du budget 2015 est détourné au profit de la lutte contre le terrorisme. La fraude fiscale peut persévérer en paix.

Plan micro informatique (priorité 2015).

«Quand on se regarde, on se désole, quand on se compare, on se console» dixit Mr Saillard, reconnaissant ainsi la vétusté de notre parc informatique.

Que de promesses non tenues: visite ophtalmologique annuelle, matériel hight tech, une imprimante par agent, pause toutes les deux heures...

Le marché SOLIMP II porte sur le remplacement des mopieurs (PNR), celui-ci se substitue à SOLIMP I et vous vous retrouverez avec moins de matériels d'impression qu'avant (103 en moins).

On fait subir indirectement la politique d'économie aux usagers par la suppression de la lettre chèque.

Mise en place du Pôle de Contrôle Revenus-Patrimoine (PCRP).

En l'absence de Solidaires Finances Publiques (parti fâché) pour rappeler le règlement, lors du CTL du 20 janvier 2015, la création de ce service n'avait pas été soumis au vote des organisations syndicales présentes, la régularisation de cet oubli était donc à l'ordre du jour.

Seul Solidaires Finances Publiques a voté pour, conformément à la demande des agents concernés.

Point d'étape (contre la montre) sur le transfert des procédures collectives au PRS

Le retard du calendrier des transferts est respecté.

Le problème des tâches matérielles n'est toujours pas solutionné.

Bilan de campagne IR 2014.

L'accueil physique est classé en deux catégories:

- une première appelée réception simple (pour le tout venant)
- et l'autre à forte valeur ajoutée (VIP)

Nos collègues de l'accueil sauront apprécier...

Un accueil toujours en augmentation (+11%) pour une période toujours en diminution.

Un nombre de personnes reçues en croissance du fait de la limitation de la période de dépôt papier qui entraîne pour les retardataires une obligation de télédéclarer (+7%) générant beaucoup d'interrogations.

Présentation de la campagne IR 2015.

Alors que l'on veut aller vers une dématérialisation totale, l'assistance informatique est supprimée. Une fois de plus, et cela sans aucune formation, ce sont les agents qui y pallient.

Et pourtant, ils ne sont ni des VRP du numérique, ni des assistants techniques en informatique.

Le navire prend eau de toute part. Notamment au niveau du CSP dont Mr Ganzenmuller reconnaît «qu'il faudrait qu'on inverse la vapeur».

Il faudrait déjà que l'on arrête d'enfumer les agents!

A propos, la carte postale **IMPOTS.GOUV.FR Le site qui rend services** ferait-elle partie de la campagne pour les économies?

Bilan de la notation 2014 (gestion 2013)

Pour la première fois, aucune analyse n'a été fournie, ce sujet serait-il si subalterne qu'il ne mériterait pas un approfondissement et un investissement?

Cadre A: 2 recours AH, 1 CAPL.

Cadre B: 16 recours AH, 11 CAPL, 2 CAPN (2e niveau).

Cadre C: 8 recours AH, 4 CAPL.

Solidaires Finances Publiques fait remarquer que Mr Saillard, autorité hiérarchique dans le cadre de la notation, ne pourra pas être Président de la CAPL.

Présentation du compte- rendu de l'EDD des huissiers après examen du CHSCT .

Solidaires Finances Publiques est à l'initiative de l'espace de dialogue des huissiers pour répondre à toutes les difficultés et incompréhension qui polluaient le service. Nous avons suivi l'avancement des travaux, étape par étape. Les différents partis s'accordent à se féliciter de ses effets positifs.

La modification de l'organigramme a permis d'alléger le poids de la hiérarchie. L'arrivée d'un nouveau chef de service a contribué à apaiser les tensions, ce dernier veillant constamment à associer les Huissiers à toutes les questions concernant l'organisation de leur travail.

Pour autant, tout n'est pas encore réglé, les huissiers demandent une révision de l'outil de pilotage des tournées.

En ce qui concerne les conditions de remboursements des frais de déplacement, ils ne sont pas satisfaisants. En effet, le barème kilométrique n'a pas été revalorisé depuis une dizaine d'année.

De plus, englober les communes limitrophes à la résidence administrative afin de priver les huissiers évoluant principalement en secteur périphérique de tout remboursement de frais de repas, s'avère particulièrement préjudiciable pour ces derniers.

Présentation du Plan Urgence Sécurité (PUS)

Le PUS nouveau est arrivé !

On peut toujours PUS... (annoncé en décembre 2012, il est destiné à renforcer la protection et la sécurité des agents de la DGFIP, pour 2015 on attend le recensement des travaux : peut être caméras à l'accueil et aux barrières de la cité, vitrage au SIP Pont à Mousson et Saint Nicolas de Port, porte vitrée blindée anti-agression à la Trésorerie de PAM). En complément, Solidaires Finances Publiques demande qu'il y ait une signalisation fiable des usagers à risque pour protéger les enquêteurs, vérificateurs et huissiers... Egalement, que sur le badge des agents d'accueil ne figure plus leur nom mais juste un numéro de matricule.

Questions diverses

La seule révélation qui nous est faite est l'attente de l'accord du cabinet du Ministre et le résultat de la concertation avec les élus pour la fermeture des Trésoreries de Longuyon et Nomeny (en réponse à une question de notre liminaire).

Présentation de Saturne, application Caisse des Dépôts et Consignations qui remplace GEODE . A l'usage, beaucoup de cafouillages, de clients mécontents (notaires, huissiers, mandataires judiciaires) qui obligent à réutiliser d'anciennes applications. Pour la clientèle VIP, on n'hésite pas à remonter le temps... Ce sont les ans de Saturne...

Travaux à la Cité Administrative de Nancy : application du plan RIE qui remplace RUBIS.

L'informatique passera par la fibre optique.

Eclairage parking demandé par Solidaires Finances Publiques.

Remplacement partiel des fenêtres à la Cité Administrative, bâtiment Y et F.

Nous demandons à ce que les EDRA bénéficient des 40 minutes de carence. Le sujet sera évoqué au prochaine CTL de juin.

Le Ministère de l'Economie et des Finances est devenu celui de la Finance et des Economies.